



La conférence internationale sur « Population, développement et planification familiale en Afrique de l'Ouest francophone : l'urgence d'agir » s'est ouverte le mardi 8 février 2011 à Ouagadougou. Il s'agit pour les pays ouest-africains et leurs partenaires de renforcer leurs engagements politique et financier pour la planification familiale, qui est une "bonne affaire" dans l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement.

Il y a urgence à agir en matière de planification familiale. En effet, ce domaine avait été quelque peu oublié parce que les ressources avaient été orientées vers la lutte contre le paludisme et le Sida, selon la secrétaire permanente du Conseil national de la population, Mme Delphine Barry. Or, de nos jours, selon les études disponibles, le poids de la démographie est l'un des facteurs qui plombent la croissance des pays ouest-africains. Le ministre français de la Coopération, Henri de Raincourt, dira, à ce propos, que manifestement, la population augmente plus vite que la richesse et que pour ce faire, le développement doit être accompagné par une transition démographique. C'était à l'ouverture, le 8 février 2011 à Ouagadougou, de la conférence internationale sur "Population, développement et planification familiale en Afrique de l'Ouest francophone : l'urgence d'agir." Certes, la force de la démographie est une chance pour l'Afrique, dira-t-il, mais il est temps que les Africains sachent en tirer toutes les conséquences, ajoutera Mme Delphine Barry, qui a fait une présentation fort applaudie d'une animation multi média intitulée « le Burkina en marche ».

Que peut-on en retenir ? Selon les études, il y a eu de nombreux progrès en ce qui concerne la mortalité infantile et l'espérance de vie. Toutefois, ajoutera-t-elle, la fécondité des femmes est toujours élevée (6 enfants pour une femme) et les services en matière de planification familiale sont toujours insuffisants. Si la tendance se poursuit avec 3,1% de taux de croissance démographique, le Burkina, qui a 16 millions d'habitants en 2010 en aura 30 millions en 2030. Delphine Barry, sur la base d'hypothèses, soutient que "la planification familiale est une bonne affaire" si l'on veut impacter la croissance économique. En effet, avec une population importante, les ressources initialement prévues pour les investissements sont orientées vers la satisfaction des services sociaux de base. Chiffres à l'appui, elle a montré les progrès réalisés

par la Thaïlande en matière de progrès économique (en 1980, 3 à 4 enfants par femme avec un produit national brut (PNB) de 1020 dollars contre 8000 dollars comme PNB 30 ans après pour 2 enfants par femme). En tout cas, les démonstrations de Mme Delphine Barry ont séduit les participants et les autorités. C'est pourquoi, ouvrant la conférence internationale, le président du Faso, Blaise Compaoré, a déclaré que de nouvelles décisions doivent être prises pour le financement des programmes de planification familiale aux fins d'une plus grande maîtrise de l'évolution démographique des Etats ouest-africains dans les dix ans à venir. Pour sa part, la France annonce qu'elle mettra à la disposition de ceux-ci une enveloppe de 100 millions d'euros entre 2011 et 2015 pour la santé reproductive. La conférence est co-organisée par le ministère français des Affaires étrangères, l'Agence française de développement (AFD), l'USAID, les fondations Gates et Hewlett.

Dayang-ne-Wendé P. SILGA

Le Pays